



**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 15 OCTOBRE 2024**

L'an deux mil vingt-quatre le quinze du mois d'octobre le Conseil Municipal de la Commune de SELONCOURT s'est réuni en Mairie - Salle du Conseil Municipal - après convocation légale, sous la Présidence de M. Daniel BUCHWALDER, Maire, pour une session ordinaire.

Date d'envoi de la convocation : le 07 octobre 2024

Nombre de conseillers en exercice : 29

Etaient présents (21)

Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Jean-Marc ROBERT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Jean FORESTI, Catherine JACQUOT, Nicolas PIERGUIDI, Jean-Claude PERROT, Jean-Luc MIESKE, Madeleine MAUFFREY, Lysiane MABIRE, Clément GIRARD, Eric LANUSSE CAZALE, Michel BARBÉ, Régis ARNOLD, Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

Etaient excusés ayant donné procuration (7)

Maryline CHALOT a donné procuration à Françoise PAICHEUR
Alain KMOCH a donné procuration à Jean-Marc ROBERT
Christine GUEY a donné procuration à Lysiane MABIRE
Brigitte ALZINGRE a donné procuration à Jean-Luc MIESKE
Romuald GADET a donné procuration à Mathieu GAGLIARDI
Sophie MOREL a donné procuration à Nicolas PIERGUIDI
Léa LEMOINE a donné procuration à Jean FORESTI

Absent (1)

Patrick LIEGEART

Monsieur le Maire ayant procédé à l'appel nominal, le quorum étant atteint, ouvre la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance. **Mme Françoise PAICHEUR à l'unanimité** des voix présentes et représentées a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 15 OCTOBRE 2024
--

ASSEMBLEE DELIBERANTE

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 11 juin 2024
2. Dénomination du bâtiment communal sis 133 rue du Général Leclerc à Seloncourt – Ancienne école Louise Michel

FINANCES

3. Budget supplémentaire 2024
4. Mandat spécial pour la participation des élus au 106^{ème} congrès des maires les 19, 20 et 21 novembre 2024 à Paris
5. Versement d'une subvention à l'Amicale des Sapeurs-Pompiers Volontaires d'Audincourt Valentigney

PERSONNEL

6. Création d'un poste d'adjoint technique à temps complet au service logistique
7. Participation de la ville au financement du BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur)
8. Conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacements - Modification de la délibération DCM 20231212-09 en date du 12 décembre 2023
9. Protection sociale complémentaire – Participation employeur au risque prévoyance

ENVIRONNEMENT – CADRE DE VIE – FORÊT

10. Règlement d'affouage 2024 / 2025
11. Convention de mise à disposition de bois sur pied à l'O.N.F.
12. Appel à Manifestation d'Intérêt photovoltaïque (AMI) – Participation de la commune et approbation de la convention de coopération avec Pays de Montbéliard Agglomération (PMA)

VOIRIE - CIRCULATION

13. Renaturation de la rue d'Audincourt – Demandes de subventions – Annule et remplace la DCM20240611-18 du 11 juin 2024
14. Avis de la ville de Seloncourt sur le projet de révision du Plan de Mobilité de Pays de Montbéliard Agglomération
15. Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules - lancement de la procédure
16. Constitution d'une commission de délégation de service public
17. Avis du Conseil Municipal de Seloncourt sur l'adhésion de la commune de Montécheroux au Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt

URBANISME

18. Autorisation de vente d'une parcelle de terrain à Monsieur Frédéric MAYOT
19. Vente d'une partie de la parcelle N°AE 2 à Pays de Montbéliard Agglomération

DECISIONS ET ARRETES DU MAIRE (Cf. tableaux joints)

QUESTIONS ORALES

Selon éléments avancés en début de séance

Monsieur le Maire invite les élus à faire mention des questions orales.

M. Christian TOITOT pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Quel avenir pour la Poste à Seloncourt ?

M. Denis TISSERAND pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Quel retour d'expérience tirez-vous du dernier Bruit du Renard ?

⇒ Demande d'informations sur l'application Panneau Pocket

Mme Sylvie WERNY pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ Quels sont les moyens d'informations à la population en cas de catastrophe ?

1- APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JUIN 2024 - DCM20241015-1

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 11 juin 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 11 juin 2024.

2- Dénomination du bâtiment communal sis 133 rue du Général Leclerc à Seloncourt – Ancienne école Louis Michel - DCM20241015-2

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

La dénomination d'un équipement municipal relève de la compétence du conseil municipal qui, en vertu de l'article L.2121-29 du code général des collectivités territoriales « règle par ses délibérations les affaires de la commune ». Pour rappel, la dénomination d'un lieu ou équipement public doit être conforme à l'intérêt public local. Dans ces conditions, cette dénomination ne doit être de nature ni à provoquer des troubles à l'ordre public, ni à heurter la sensibilité des personnes, ni à porter atteinte à l'image de la ville. La dénomination d'un lieu ou équipement public doit également respecter le principe de neutralité du service public qui « s'oppose à ce que soient apposés sur les édifices publics des signes symbolisant la revendication d'opinions politiques, religieuses ou philosophiques.

Ainsi, par délibération en date du 03 juin 1985, le conseil municipal, sur proposition de la commission enseignement, a décidé de donner le nom d'école Louise Michel à ce bâtiment.

Le 28 septembre 2021 (délibération n° 20210928-12), le conseil municipal a approuvé la fermeture de l'école Louise Michel en raison de la fusion des écoles élémentaires Marcel Levin et Louise Michel à compter de la rentrée 2021.

Vu le changement d'affectation des locaux de ce bâtiment cadastré AT95, sis 133 rue du Général Leclerc à Seloncourt d'une superficie de 800 m², il est proposé au conseil municipal de le renommer « Maison des services Henri RENAUD ».

Les membres de l'opposition souhaitent intervenir sur cette proposition :

Mme Béatrice ROCH : aimerait faire une simple constatation :

« A Seloncourt nous avons : 89 rues, 11 impasses, 2 places, 1 avenue, 1 centre culturel, 1 passage et une zone portant tous des noms d'hommes. A l'inverse, nous n'avons ni rues ou autres lieux portant des noms de femmes excepté 3 bâtiments :

- *La bibliothèque Alice Boname*
- *La crèche Irène Tharin*
- *Et l'ex. école Louise Michel.*

C'est peu, vraiment très peu, pour une ville comme la nôtre. Les femmes ont-elles moins de talents, d'idées ou de courage que les hommes pour être si peu représentées, NON bien sûr.

Alors pour cette raison, il serait plus que dommageable pour Seloncourt d'effacer de l'espace public le nom d'une d'entre elle et surtout de celle qui s'est tant battue, en outre, pour l'égalité hommes – femmes. ».

M. le Maire demande s'il y a d'autres remarques

M. Denis TISSERAND :

« Pour ma part, ce qui me gêne dans cette délibération, c'est qu'elle arrive sur la table sans aucune concertation ni sur la forme, ni sur le fond.

Une allusion lors d'une commission voirie, une simple évocation dans le programme de la saison 4 Capitale de la Culture, une évocation dans le « comm » à paraître en novembre, voilà tout ce que, nous élus seloncourtois, connaissons sur le sujet.

Il n'est jamais trop tard pour s'intéresser au travail réalisé par un natif de Seloncourt, mais davantage de préparation aurait permis à tout un chacun de se familiariser et de s'approprier l'œuvre de cet artiste qui détrône subitement l'hommage octroyé à Louise MICHEL.

Nous sommes mis devant un fait accompli et tous les arguments que nous pourrions formuler seront balayés par le mode de scrutin.

Nous vous demandons, surtout à vous mesdames, de prendre en considération tout ce qui vient d'être et va être dit pour vous forger votre opinion. ».

M. Christian TOITOT :

« Cette délibération nous embarrasse. Pas par le choix du graveur Henri RENAUD né en 1914 à SELONCOURT, dont l'œuvre est rappelée dans la note de synthèse.

Elle ne nous embarrasserait pas non plus s'il s'agissait de rebaptiser, dans le contexte actuel, un lieu dédié à l'Abbé PIERRE par exemple.

Non, c'est la disparition de l'hommage à Louise MICHEL qui nous pose un problème.

Cette femme née en 1830, institutrice, écrivaine, révolutionnaire communarde, a surtout défendu tout au long de sa vie l'idée que l'engagement politique était un destin possible pour les femmes. Nous mesurons aujourd'hui l'importance de ce combat et l'évolution qu'il a permis dans la société, même s'il reste du chemin à parcourir. Sans se déclarer féministe, elle s'est engagée dans un véritable projet d'égalisation de la société contre la misogynie.

Dans notre époque plus que troublée, où le droit des femmes est totalement dénié par des régimes totalitaires intégristes, et où parallèlement la parole se libère dans d'autres pays comme le nôtre, il nous paraît anachronique et inopportun de sacrifier ce symbole universel de l'égalité hommes-femmes à SELONCOURT.

S'il avait lieu, ce « déboulonnage » de Louise MICHEL qui se verrait ainsi expédiée aux oubliettes de la petite histoire de SELONCOURT, donnerait une mauvaise image de notre ville, à rebours des évolutions de notre société.

Son exemple, si riche de réflexions et d'enseignements pour l'éducation des élèves, finirait par se perdre.

Dès lors, sans polémique, il est nécessaire de repenser le problème, trois faits sont incontournables :

- L'école n'existe plus,
- Le bâtiment lui est bien là. Il est connu et identifié par les Seloncourtois sous l'appellation Louise MICHEL,
- Ce bâtiment va abriter ou abrite déjà 3 entités : le CCAS, la Police Municipale, et diverses associations artistiques, culturelles, scientifiques.

Nous proposons donc ce soir que soit conservée pour l'ensemble de l'immeuble concerné la dénomination Louise MICHEL. Ce pourrait être « Ancienne École Louise MICHEL » ou « Bâtiment Louise MICHEL » ce qui pérenniserait le souvenir de l'école qu'elle fut pendant des dizaines d'années, tout comme le Bâtiment de la Fonderie perpétue le souvenir de son ancienne fonction industrielle. Et, à l'intérieur, nous proposons que soient clairement distinguées 3 entités :

- Le Centre Communal d'Action Sociale.
- La Police Municipale.
- et ce qui pourrait être appelé « Espace Associatif Henri RENAUD », lieu qui rassemblerait sous le nom d'Henri RENAUD les diverses activités artistiques et culturelles.

Cette solution préserve l'hommage rendu à Henri Renaud, dont la découverte du travail sera présentée lors du Salon d'Art de SELONCOURT du 8 au 20 novembre 2024, événement labellisé PMA Capitale Française de la Culture 2024.

Ainsi, les habitants de SELONCOURT gardent leurs repères, Henri RENAUD est honoré par la commune, et Louise MICHEL demeure un exemple pour tous.

Pour finir, je cite l'historienne Christelle TARAUD, qui s'exprimait le 27 septembre dernier sur France CULTURE : « Souvent je me demande ce qu'aurait fait Louise MICHEL aujourd'hui ». Preuve de l'importance pour les générations actuelles de sa pensée, toujours en phase avec les évolutions de notre société. ».

M. Daniel BUCHWALDER répond que très certainement elle poserait des bombes car c'était une anarchiste. Il y a bien d'autres personnes qui ont fait pour les droits de la femme comme par exemple Olympe DE GOUGES.

M. Sergio BEE revient sur la proposition de dénomination faite par Monsieur TOITOT et fait remarquer que cette formule existe déjà pour d'autres bâtiments comme le centre culturel Cyprien FORESTI qui abrite la médiathèque Alice BONAME.

M. Daniel BUCHWALDER demande s'il y a d'autres interventions.

M. Jean FORESTI tient à préciser qu'il a spécifié aux membres de la commission Bâtiment, dont Madame WERNY fait partie, que l'ancienne école Louise MICHEL serait rebaptisée Maison des services Henri RENAUD.

Mme Sylvie WERNY lui répond qu'il n'en est pas fait état dans le compte-rendu.

M. Clément GIRARD souligne que c'est bien de nommer le bâtiment du nom de quelqu'un qui était natif de Seloncourt ce qui n'est pas le cas de Louise MICHEL.

M. Christian TOITOT en réponse à M. GIRARD, *« justement la dénomination de personnes illustres dans une ville, que ce soit une rue, une place ou un bâtiment, est faite pour que les gens sachent de qui on parle. Quand une école s'appelle Louise MICHEL, comme cela a été le cas, il y a des générations d'enseignants qui ont expliqué qui elle était. C'est très important car cela participe à l'éducation. »*

Evidemment une ville préfère reconnaître ses enfants, comme on dit, apparemment à Seloncourt on reconnaît plutôt les garçons que les filles. Toujours est-il que notre proposition n'est pas polémique. Ce que nous proposons préserve l'espace Henri RENAUD. C'est une chose possible qui existe déjà. ».

Il suggère, soit de présenter une autre délibération au prochain conseil municipal de décembre, soit d'organiser un vote, maintenant, sur la proposition faite par son groupe, à savoir : un bâtiment qui garde le nom de Louise MICHEL et à l'intérieur, tout ce qui est associatif et culturel en hommage à Henri RENAUD.

M. Daniel BUCHWALDER répond que ce point ne sera pas reporté au prochain conseil, il propose donc de mettre cet amendement aux voix.

Dans ce cas, Monsieur TOITOT demande une suspension de séance pour que chaque élu puisse disposer d'un temps de réflexion sur la proposition de dénomination suggérée par son groupe. Il insiste sur le fait que cette suggestion ne va pas à l'encontre de l'hommage fait à Henri RENAUD.

Monsieur le Maire propose une suspension de séance d'une minute ce qui ne satisfait pas les élus de l'opposition qui déplorent un non-respect de la démocratie. Ils décident de renoncer au vote de cet amendement et de ne pas participer au vote de cette délibération.

M. Daniel BUCHWALDER prend acte.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés (23 voix Pour, 5 Non-participation : Mmes et MM. Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.), **APPROUVE** le changement de dénomination de l'ancienne école Louise Michel en « Maison des services Henri RENAUD ».

3 - Budget supplémentaire 2024 – DCM20241015-3

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il rappelle l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit, notamment dans son alinéa premier, que des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant.

Il informe que la Commission Finances, réunie le 02 octobre 2024, a émis un avis favorable avec 2 abstentions.

Monsieur le Maire précise qu'il va se contenter pour cette présentation de parcourir les documents qui ont été joints au compte rendu de la commission des finances. Ces tableaux récapitulent les principaux mouvements du budget qui sont soumis ce soir à l'approbation des élus.

Fonctionnement		Variations en valeur absolue			
Dépenses					
Eau		-4 000			Idem 2023
Electricité			50 000		Calcul CEP – Ecl.public : tarifs+ rue des Sources
Gaz		-20 000			Bouclier tarifaire
Fournitures petit équipement		-12 650			Régulation
Entretien bâtiments		-21 500			Fournitures bâtiments
Entretien voirie			68 202		Travaux prorammés décalés
					Place du 8 mai (assurance perçue en 2023)
Entretien bois forêts		-10 000			Vol de câbles
Entretien matériel roulant			21 500		ONF
Salaires et charges			0		Réparation saleuse
Charges exceptionnelles			7 500		Pas d'ajustement
Dotations aux amortissements			25 000		Remboursement Indû CAF
<u>Autres charges</u>					Prorata temporis
Achats		-7 300			
Charges externes		-2 888			
Autres charges de gestion courante			1 320		Maintenance informatique
Total hors FPIC		-78 318	171 522	93 204	
Recettes					
Ventes		11 500			Coupes de bois, périscolaire, animation
Impôts taxes		257			
Péréquations		750			
Dotation TVA Fonctionnement		28 803			
Suventions		5 855			Elections, CAF Mont-Blanc
Total hors FPIC		47 165		47 165	
FPIC net		80 838	-55 940	24 898	0
Variation foctionnement		436 428	415 287	-21 141	0
Investissement					
Dépenses					
Bâtiments	Louise Michel	27 000			Imprévu (Fosse...)
	Démolition 35 rue Pâle		-115 000		Annulé immeuble vente en cours
	Volets 10 rue et centre cult.		-8 000		Travaux décalés
	Remplacement portes et fenêtres		-27 000		
	Autres		-8 450	-129 450	
Voirie	Renaturation rue Aud.	192 600			Désimpreméabilisation, 30 arbres
	Autres		-24 900	167 700	Enfouissement de lignes, marché
Matériel				249	
Urbanisme	Modif PLU		-5 000		Sans objet (Nedey, Aldi)
		1 600		-3 400	Frais terrain Mérat
Environnement	Forêt ONF		-2 000		
	Autres travaux		-3 450	-5 450	Barrières, chemins forestiers, crèche
Total dépenses d'investissement				29 649	
Recettes					
FCTVA investissement		-56 541			
Amortissements			25 000	-31 541	
Subventions					
PMA Fonds de concours			10 000		Micro crèche
Travaux rue d'Audincourt - CD25			55 000	65 000	
Total recettes d'investissement				33 459	
Variation solde investissement				3 810	
Reprise excédent 31/12/2023				925 301	
RAR 2023				-537 958	387 343 Affect.résultat 2023
Variation foctionnement				-21 141	
Variation emprunt				-370 012	

INVESTISSEMENT DEPENSES

		RAR	BP 2024	BS 2024	DM	TOTAL
BATIMENTS	Travaux scolaires		16 000	-750		15 250
	Bâtiments sportifs		22 000	-900		21 100
	Batiments divers	27 556	134 600	-39 800		122 356
	Travaux en régie		9 269			9 269
	Avances sur travaux		25 000			25 000
<u>Opérations</u>	Microcrèche		170 000			170 000
	Rénovation salle polyvalente		400 000			400 000
	Remplacement chaudières		180 000			180 000
	Rénovation bât. Louise-Michel	709 837	300 000	27 000		1 036 837
	Démolition 30 rue de la Pâle		115 000	-115 000		0
		737 393	1 371 869	-129 450	0	1 979 812
VOIRIE	Marché		45 000	-4 000		41 000
	Signalisation		4 500	500		5 000
	Travaux divers	1 438	14 500	-1 400		14 538
	Enfouissement de lignes		10 000	-10 000		0
	Vidéoprotection	20 541	24 000			44 541
	Liaison fibre mairie ateliers		26 000			26 000
	Potelets barrières	7 092	5 000	-5 000		7 092
	Signalisation (divers)		5 000	-5 000		0
	Régie		38 221			38 221
<u>Opérations</u>						
	Rue d'Audincourt	10 000	245 000	190 000		445 000
	Place du 8 mai		70 000	2 600		72 600
						0
		39 071	487 221	167 700	0	693 992
MATERIEL						
Enseignement		399	6 460			6 859
Informatique			22 070	1 177		23 247
Matériel Ateliers			25 100	-1 140		23 960
Matériel Mairie			2 000			2 000
Matériels divers			4 450			4 450
	Crèche Restau.	1 600	17 391			18 991
	Logistique	860	15 200	212		16 272
	Police		52 100			52 100
Véhicules						
		2 859	144 771	249	0	147 879
CULTURE			8 250			8 250
SPORTS-VIE ASSOCIATIVE		3 500	4 600			8 100
JEUNESSE						
	Jeux					0
	Autres matériel		6 370			6 370
		0	6 370	0	0	6 370
URBANISME						
	Réserve foncière	33 300		1 600		34 900
	PLU	9 195	25 000	-5 000		29 195
	Achat terrain Mérat		9 000			9 000
<u>Opération</u>						0
		42 495	34 000	-3 400	0	73 095
ENVIRONNEMENT						
	Forêt	3 387	13 000	-2 000		14 387
	Chemins forestiers + barrières	4 500	21 500	-4 000		22 000
	Aménagements crèche		4 200	550		4 750
	Autres					
	Régie		15 692			15 692
<u>Opération</u>	Panneaux photovoltaïques	4 320	40 000			44 320
		12 207	94 392	-5 450	0	101 149
AUTRES						
Taxe d'aménagement (ex TLE)						0
Dette en capital			213 830			213 830
Achat licence IV		7 000				7 000
		7 000	213 830	0	0	220 830
		844 525	2 365 303	29 649	0	3 239 477

**INVESTISSEMENT RECETTES
BS 2024**

08/10/2024

		RAR	BP 2024	BS 2024	DM	TOTAL
FCTVA			190 000	-56 541		133 459
Taxe d'aménagement (TLE)			70 000			70 000
Amortissements			260 170	25 000		285 170
Cessions						0
						0
		0	520 170	-31 541	0	488 629
SUBVENTIONS SUR TRAVAUX						
Subventions diverses						0
CAF	Stores préi. Crèche		4 500			4 500
	Jeux crèche		8 380			8 380
<u>Louise Michel</u>	Région	149 811		10 189		160 000
	CD 25	125 536		21 031		146 567
	DSIL		159 660			159 660
	DETR		159 660			159 660
<u>Micro crèche</u>	Etat		36 000			36 000
<u>Salle polyvalente</u>	Etat		60 000			60 000
<u>Place du 8 mai</u>			50 000			50 000
<u>Rue d'audincourt</u>			125 000	55 000		180 000
<u>Eclairage public</u>						0
	SYDED		3 500			3 500
	PMA rue d'Audincourt			10 000		10 000
Extension Marcel Levin	Vers Louise-Michel	31 220		-31 220		0
Remboursement avances sur investissements			25 000			25 000
						0
						0
		306 567	631 700	65 000	0	1 003 267
		306 567	1 151 870	33 459	0	1 491 896
DEFICIT D'INVESTISSEMENT HORS EMPRUNT		-537 958	-1 213 433	3 810	0	-1 747 581
EMPRUNT D'EQUILIBRE			777 005	-370 012		406 993
REPRISE EXCEDENT/DEFICIT 2023				925 301		925 301
EXCEDENT 2024			436 428	-21 141		415 287
		-537 958	0	537 958	0	0

A l'issue de cette présentation, Monsieur le Maire demande s'il y a des questions ou des interventions.

M. Denis TISSERAND : informe que son groupe s'abstiendra encore une fois sur ce budget et qu'il s'abstiendra également de refaire ses remarques maintenant habituelles sur la forme de sa présentation.
Il lui semble que cette manière de faire demande beaucoup d'énergie et que sa présentation n'a rien de « sexy ».

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A LA MAJORITÉ** de ses membres présents ou représentés (23 voix Pour et 5 Abstentions : *Mmes et MM. Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.*),

- **ADOpte** le Budget Supplémentaire pour l'exercice 2024 ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

4- Mandat spécial pour la participation des élus au 106^{ème} congrès des maires les 19, 20 et 21 novembre 2024 à Paris - DCM20241015-4

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il informe le conseil municipal que le 106^{ème} Congrès des Maires et des Présidents d'intercommunalités de France se tiendra les 19, 20 et 21 novembre 2024, Porte de Versailles à Paris.

Cet événement est l'occasion de participer à des débats, de dialoguer et d'interpeler les pouvoirs publics sur les enjeux majeurs de la commune. Ce rendez-vous annuel permet également d'échanger avec les élus de régions différentes, de s'informer sur les perspectives, les innovations et les pratiques liées à la gestion communale.

Monsieur Daniel BUCHWALDER, Maire et Madame Maryline CHALOT, Adjointe, assisteront au Congrès. Ils pourront ainsi tout au long de ces 3 jours assister à divers ateliers et conférences organisés par l'AMF et également visiter le salon des collectivités locales.

Le montant des frais de déplacement et de séjour liés au Congrès, déplacement organisé par l'Association des Maires du Doubs (AMD), s'élève comme suit :

LIBELLE PRESTATIONS	M. BUCHWALDER	Mme CHALOT
FACTURATION ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE		
Frais d'inscription	95 €	95 €
FACTURATION ASSOCIATION DES MAIRES DU DOUBS		
Déplacement TGV	142 €	142 €
Autocar dans Paris pour les trajets gare de Lyon/Porte de Versailles et pour les 2 soirées communes	66 €	66 €
Chambre 2 nuits avec petit déjeuner	256 €	256 €
Dîner spectacle mercredi 20 novembre	/	/
TOTAL	559 €	559 €

La commission des Finances, réunie le 02 octobre 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Compte tenu de ces éléments et en application des articles L.2123-18 et R.2123-22-1 du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- Confère le caractère de mandat spécial au déplacement au 106^{ème} congrès des maires à Paris, du 19 au 21 novembre 2024, de M. Daniel BUCHWALDER, Maire et de Mme Maryline CHALOT, Adjointe,
- Décide de la prise en charge des frais liés à ce mandat spécial dans les conditions fixées par la présente délibération.

5 - Versement d'une subvention à l'Amicale des Sapeurs-Pompiers Volontaires d'Audincourt / Valentigney - DCM20241015-5

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que dans le cadre des festivités du 13 juillet 2024 l'Amicale des Sapeurs-Pompiers Volontaires (ASPV) a participé à l'organisation de la soirée.

En retour, la ville de Seloncourt propose d'allouer une subvention de 1 500 €.

La Commission Finances, réunie le 02 octobre a émis un avis favorable

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** le versement d'une subvention de 1 500 € à l'Amicale des Sapeurs-Pompiers Volontaires d'Audincourt/Valentigney.

6 - Création d'un poste d'adjoint technique à temps complet au service Logistique - DCM 20241015-6

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Monsieur le maire expose au conseil municipal, la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique à temps non complet (30 heures hebdomadaires), afin de renforcer les effectifs du service Logistique.

Il propose au Conseil Municipal la création d'un poste d'adjoint technique, à temps complet à compter du 15 octobre 2024. L'ancien poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 30 heures hebdomadaires sera supprimé lors du toilettage des postes après avis du Comité Social Territorial.

La Commission Personnel, réunie le 2 octobre 2024 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget 2024.

L'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la création d'un poste d'adjoint technique, à temps complet au service Logistique.
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

7- PARTICIPATION DE LA VILLE AU FINANCEMENT DU BAFA - DCM20241015-7

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la demande de Madame Juline ROUSSET, domiciliée à Hérimoncourt, qui sollicite la participation de la commune afin de valider sa formation BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de participer financièrement à cette formation par le versement d'une participation financière de 300 €.

Conformément à la convention de stage conclue avec UFCV Bafa-Bafd Bourgogne Franche-Comté, l'animatrice a participé à une équipe d'animation lors des centres de loisirs organisés par la commune, pour une durée de 14 jours ouvrés, durant la période du 22 juillet au 4 août 2024, suivant les modalités de son contrat de travail.

Les crédits nécessaires sont prévus au budget primitif 2024.

La Commission Personnel, réunie le 2 octobre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la participation financière de la commune à hauteur de 300 € pour la formation au BAFA de Madame Juline ROUSSET,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document à intervenir.

8 - CONDITIONS ET MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENTS – MODIFICATION DE LA DELIBERATION N° 20241212-09 DU 12 DECEMBRE 2023 - DCM20241015-8

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il rappelle que la délibération du 26 novembre 1990, le Conseil Municipal a décidé d'indemniser les élus communaux qui sont appelés à se déplacer en raison de leur fonction.

Par la délibération du 27 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé la prise en charge des frais de stationnement du véhicule, qu'il soit personnel ou communal, dès lors que le déplacement oblige au garage du véhicule utilisé sur une aire de stationnement payant. Le remboursement étant conditionné à la production d'un justificatif de paiement (ticket d'horodateur ou ticket de parking).

Par la délibération du 22 décembre 2008, le Conseil Municipal a décidé la prise en charge des frais de transport lors de concours sur présentation de pièces justificatives en application du décret 2007-450 du 25 mars 2007.

Par les délibérations du 16 décembre 2020, du 13 avril 2021, du 12 avril 2022 et du 13 juin 2023 le Conseil Municipal a décidé d'actualiser les modalités de prise en charge des frais de déplacements.

Monsieur le Maire expose,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code Général de la Fonction Publique,
- Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié par le décret n°2007-23 du 5 janvier 2007 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales,
- Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- Vu le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- Vu le décret n° 2023-812 du 21 août 2023 modifiant le taux de prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail

- Vu l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,
- Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,
- Vu la délibération n°2023/007 du conseil d'administration du CNFPT du 25 janvier 2023 ayant pour objet la participation aux frais de déplacements à compter du 1^{er} avril 2023,
- Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,
- Vu les articles L.2123-18 et R. 2123-22-2 du code général des collectivités territoriales,

ARTICLE 1 : Tout déplacement en dehors de la résidence administrative devra faire l'objet d'une demande d'ordre de mission.

En cas de déplacement temporaire pour les besoins du service à l'occasion d'une mission, d'une formation, l'agent et l'élu communal bénéficient de la prise en charge des frais de transport (péage, indemnités kilométriques...), ainsi que du remboursement aux frais réels des frais de repas et d'hébergement, dans la limite du plafond de remboursement forfaitaire.

Le remboursement de tous ces frais est conditionné à la production d'un justificatif.

ARTICLE 2 : En cas de présentation aux épreuves d'admissibilité ou d'admission d'un concours, d'une sélection ou d'un examen professionnel organisé par l'administration, l'agent peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport entre sa résidence administrative et le lieu où se déroulent les épreuves.

Ces frais ne peuvent être pris en charge que pour un aller-retour par année civile, à l'exception de l'agent appelé à se présenter aux épreuves d'admission d'un concours après réussite des épreuves d'admissibilité.

ARTICLE 3 : Sur autorisation du chef de service et quand l'intérêt le justifie, l'agent peut être autorisé à utiliser son véhicule personnel.

Les déplacements sont alors remboursés sur la base des indemnités forfaitaires prévues par les textes en vigueur.

En cas de déplacement par le train, le remboursement est établi sur la base du tarif d'un billet SNCF 2^{ème} classe en vigueur au jour du déplacement.

ARTICLE 4 : L'assemblée délibérante fixe le montant des indemnités kilométriques comme suit :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2 000 km	De 2 001 km à 10 000 km	Après 10 000km
5 cv et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 cv	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 cv et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

Lorsque les indemnités kilométriques sont prises en charge par le CNFPT, cette prise en charge s'effectue à partir du 21^{ème} kilomètre pour un parcours aller-retour.

La commune prend en charge les 20 premiers kilomètres.

Il n'est pas nécessaire de délibérer pour modifier le montant des indemnités kilométriques. Leur revalorisation s'applique automatiquement aux collectivités territoriales et leurs établissements publics.

ARTICLE 5 : Depuis le 21 septembre 2023, le plafond de prise en charge est fixé à 20 € par repas, qu'il s'agisse du repas du midi ou de celui du soir. Le petit-déjeuner ne saurait être pris en charge à ce titre.

Lorsque les agents bénéficient d'une prise en charge de leur frais de repas par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, la commune prend en charge la différence entre le montant forfaitaire du CNFPT et le plafond de 20 € sur présentation d'un justificatif. Les frais de repas ne seront pas pris en charge pour les formations se déroulant sur la commune.

En cas d'absence de prise en charge par le CNFPT, les repas seront pris en charge aux frais réels jusqu'à concurrence du plafond de 20 € sur présentation d'un justificatif.

S'agissant du service Jeunesse, la prise en charge est fixée à 8,50 € pour les repas pris avec les enfants dans le cadre des activités réalisées en intérieur et en extérieur.

Lorsque les frais d'hébergement ne bénéficient pas d'une prise en charge directe par le CNFPT, la commune prend en charge la différence entre le montant forfaitaire du CNFPT et le plafond de prise en charge de l'indemnité sur présentation d'un justificatif.

Les autres frais d'hébergement seront pris en charge par la collectivité aux frais réels jusqu'à concurrence du plafond de 90 € sur présentation d'un justificatif.

Il n'est pas nécessaire de délibérer pour modifier le montant des indemnités repas et des frais d'hébergement. Leurs revalorisations s'appliquent automatiquement aux collectivités territoriales et leurs établissements publics.

ARTICLE 6 : Prise en charge des frais de transport trajet domicile-lieu de travail

- 75% du montant de l'abonnement plafonné à 96,36 € par abonnement.

La participation se réalise sur la base du tarif le plus économique pratiqué par les transporteurs.

Le versement est mensuel sur présentation des justificatifs.

Lorsque l'agent exerce ses missions à temps partiel, à temps incomplet ou à temps non complet pour un nombre d'heures égal ou supérieur à 50% de la durée réglementaire, il bénéficie de la prise en charge partielle dans les mêmes conditions que s'il travaillait à temps plein.

Lorsque le nombre d'heures travaillées est inférieur à 50% de la durée réglementaire, la prise en charge partielle est réduite de moitié par rapport à la situation de l'agent travaillant à temps plein.

Les personnels relevant d'un même employeur public et ayant plusieurs lieux de travail bénéficient de la prise en charge partielle du ou des titres de transport leur permettant d'effectuer l'ensemble des déplacements entre leur résidence habituelle et leurs différents lieux de travail.

Les personnels ayant plusieurs employeurs publics nécessitant l'usage de titres d'abonnement différents, bénéficient de la prise en charge, par chacun de ses employeurs, du ou des titres d'abonnement leur permettant d'effectuer les déplacements entre leur résidence habituelle et leurs différents lieux de travail.

Les personnels ayant plusieurs employeurs publics qui utilisent un même titre d'abonnement auprès de plusieurs employeurs, le montant de la prise en charge est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La participation de chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

La Commission Personnel, réunie le 2 octobre a émis un avis favorable.

Le Comité Social Territorial réuni le 3 octobre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents et représentés,

- **FIXE** les conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacements, annule et remplace les délibérations antérieures.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.

9 - PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – PARTICIPATION EMPLOYEUR AU RISQUE PREVOYANCE - DCM20241015-9

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des Assurances ;

Vu le Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la Circulaire n°RDFB12207899C du 25 mai 2012 relative aux participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la liste des contrats et règlements labellisés sur le site internet <http://www.dgcl.interieur.gouv.fr> ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du centre de gestion du Doubs en date du 17/06/2019 portant choix de conventions de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 3 octobre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Personnel ;

Vu l'exposé du Maire ;

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque prévoyance à compter du 1^{er} janvier 2025**

Le risque prévoyance c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès,

1. Pour ce risque, la participation financière de la collectivité sera accordée exclusivement :

☒ au contrat référencé pour son caractère solidaire par le centre de gestion du Doubs proposé par CNP avec une gestion du régime assurée par Relyens :

☐ L'assiette de cotisation est composée du traitement brut indiciaire annuel et de la NBI (nouvelle bonification indiciaire)

☒ L'assiette de cotisation est composée du traitement brut indiciaire annuel et de la NBI (nouvelle bonification indiciaire) et des éléments de régime indemnitaire susceptibles d'être perdus en cas de congés à l'exclusion du CIA (complément indemnitaire annuel)

☐ aux contrats labellisés au niveau national par les organismes compétents pour leur caractère solidaire et responsable qui auront été conclus par les agents.

2. Pour ce risque, le niveau de participation sera fixé comme suit :

L'obligation de participation financière à hauteur d'au moins 20% de la protection sociale complémentaire « prévoyance » s'impose aux employeurs territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2025 fixé par l'article 2 du décret n°2022 du 20 avril 2022, c'est-à-dire 7 €.

- **AUTORISE le Maire à prendre et signer les contrats et convention correspondant et tout acte en découlant**

10 - REGLEMENT D'AFFOUAGE 2024 / 2025 - DCM20241015-10

M. Nicolas PIERGUIDI présente ce point.

Selon les articles L. 243-1 à 3 et R. 243-1 à 3 du Code Forestier, le Conseil Municipal peut accorder aux habitants de la Commune le droit de se procurer du bois en forêt communale pour la satisfaction de leur consommation rurale et domestique, sans revente des bois acquis.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération en date du 24 octobre 2023 relative au règlement de l'affouage qui précise le mode de partage, les délais et les modalités d'exécution.

Il convient d'actualiser ce règlement et d'y apporter quelques modifications.

La Commission Environnement/Cadre de Vie, réunie le 16 septembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **ADOpte** le règlement de l'affouage 2024/2025 ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer le règlement de l'affouage et tout document à intervenir.

11 - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BOIS SUR PIED A L'ONF - DCM20241015-11

M. Nicolas PIERGUIDI présente ce point.

L'office National des Forêts, partenaire de la commune de Seloncourt dans la gestion des forêts communales soumises au régime forestier, propose l'exploitation groupée de chêne et hêtres, présents sur le secteur.

Ce programme concerne les parcelles 15, 21, 23, 25, 27, 29 et 3

Le volume prévisionnel exploitable présente une quantité de 245 m3 de bois d'œuvre et 150 m3 de bois d'énergie.

La recette nette prévisionnelle résultant de cette exploitation serait de 30 694 € pour la commune.

La Commission Environnement/Cadre de Vie, réunie le 16 septembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** ce programme,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention n°842524E073 de mise à disposition de bois sur pied pour une exploitation groupée des bois concernés, conformément à la proposition présentée par l'Office National des Forêts

12 - APPEL A MANIFESTATION D'INTERET PHOTOVOLTAIQUE (AMI) – PARTICIPATION DE LA COMMUNE ET APPROBATION DE LA CONVENTION DE COOPERATION AVEC PMA - DCM20241015-12

M. Nicolas PIERGUIDI présente ce point.

Dans le cadre de son ambition stratégique de transition écologique, Pays de Montbéliard Agglomération poursuit son travail autour du développement des énergies renouvelables sur le territoire, et plus particulièrement du photovoltaïque.

Pour assurer ce déploiement, l'Agglomération pilote depuis quelques mois l'élaboration d'un premier Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) mutualisé entre les communes souhaitant y participer et la Communauté d'Agglomération. Dans ce cadre, PMA s'est appuyée dans un premier temps sur l'Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard afin d'identifier les sites intéressants à intégrer dans cette démarche via les entretiens communaux réalisés entre avril et juin 2023. Dans le but d'obtenir une base de données cohérente avec les enjeux du territoire, des critères d'exclusion ont été établis. Ainsi, l'ensemble des espaces naturels, agricoles et forestiers, comprenant également les sites avec des contraintes environnementales fortes (PNR, ZNIEFF et Natura 2000), n'ont pas été inclus dans cette base de travail. Les sites patrimoniaux et les sites pouvant servir à la densification urbaine ont également été exclus. De plus, les projets déjà portés par les communes n'ont pas été intégrés à cette démarche.

De ces entretiens et des réflexions menées en parallèle au niveau des sites communautaires, en sont ressortis de nombreux sites que ce soit en sol, en ombrières sur parkings, en toitures ou sur plans d'eau. Sur la base des sites identifiés, l'Agglomération a initié un travail de hiérarchisation à partir de critères techniques, sociaux, environnementaux et financiers, puis a engagé une phase de pré-étude des sites proposés dans le cadre d'un sourcing mené auprès de plusieurs opérateurs photovoltaïques afin de mieux structurer l'Appel à Manifestation d'Intérêt.

Les critères de hiérarchisation concernent à la fois des aspects réglementaires avec la prise de connaissance des documents de planification urbaine (PLU, carte communale, RNU) et de risques d'inondation (PPRI), des aspects techniques avec la distance au point de raccordement, l'ensoleillement du site concerné, la distance à une zone d'aviation ou la surface utile pour un projet photovoltaïque, et des aspects environnementaux avec l'impact sur le paysage et les écosystèmes.

Des estimations de production énergétique annuelle de potentiels projets photovoltaïques ont également été réalisées. L'ensemble de ces analyses a permis une classification selon 4 catégories de l'ensemble des sites : les sites sans contraintes, les sites avec contraintes, les sites intégrant au moins un critère d'exclusion et les projets déjà en cours.

Concernant le potentiel photovoltaïque en toitures, une première pré-étude a été réalisée sur les 172 toitures identifiées sur le territoire, sur la base de différents critères. Ces critères reprennent ceux utilisés pour les pré-études des sites en sol et ombrières, et en ajoutent de nouveaux plus spécifiques au photovoltaïque en toitures, notamment le type de toiture ou son orientation. Ce travail déjà engagé est actuellement en cours de complétude dans le cadre d'échanges avec les communes afin d'affiner ce premier état des lieux du potentiel en toitures.

Le jeudi 23 mai dernier, une réunion conduite avec les Maires et les Conseillers Communautaires a permis de faire un état d'avancement global du projet et de restituer le résultat des pré-études ainsi menées. Cette réunion a également permis de présenter le phasage du projet avec une première phase qui concernera quasi exclusivement les projets au sol et en ombrières sur parkings, puis une seconde qui s'axera essentiellement sur les toitures et les plans d'eau.

Suite à cette réunion, le Conseil de Communauté a approuvé à l'unanimité, lors de sa séance du 26 juin 2024, l'engagement de la démarche.

Il convient à présent de valider l'engagement des différentes communes qui souhaitent s'associer à cette démarche d'AMI.

A ce titre et afin de sécuriser la démarche entreprise sur le plan juridique, une convention de coopération dont un projet figure en annexe, devra être conclue entre la Communauté d'Agglomération, pilote du projet, et ses communes membres volontaires. Cette convention prévoit notamment :

- l'objet de la convention déterminant les modalités de coopération entre les parties en vue d'assurer la réalisation de projets photovoltaïques sous la forme d'AMI,
- la liste des sites proposés par la Commune pour les différentes phases de l'AMI, étant précisé que cette liste est modifiable jusqu'au lancement des consultations afférentes à chacune des phases,
- l'organisation, la gestion et la conduite des différentes phases de l'AMI par Pays de Montbéliard Agglomération,

- la participation du Maire, ou son représentant désigné par ses soins, au Comité de suivi à mettre en place qui sera essentiellement chargé de mener les négociations à intervenir avec les opérateurs économiques,
- les modalités de participation aux différentes phases de l'AMI, prévoyant notamment l'engagement de la Commune de ne pas retirer les sites proposés par ses soins du lancement effectif des consultations par la publication du cahier des charges jusqu'à la sélection des opérateurs économiques, étant précisé que la commune, via sa représentation, demeurera un acteur essentiel lors des négociations sur les sites communaux proposés

La Commission Environnement/Cadre de Vie, réunie le 16 septembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **VALIDE** la participation de la Commune à la démarche d'AMI photovoltaïque engagée par Pays de Montbéliard Agglomération qui en assurera le pilotage,
- **PROPOSE**, à cet effet et dans le cadre de cette démarche le site suivant : Ateliers municipaux ombrières de parking,
- **APPROUVE** le projet de convention de coopération joint en annexe,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'organisation de cette démarche d'AMI photovoltaïque.

13 - RENATURATION DE LA RUE D'AUDINCOURT – DEMANDES DE SUBVENTIONS – ANNULE ET REMPLACE LA DCM20240611-18 DU 11 JUIN 2024 - DCM20241015-13

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Les travaux d'enfouissement d'aménagement de la piste cyclable sous maîtrise d'ouvrage de Pays de Montbéliard Agglomération sont terminés. L'enfouissement des réseaux ainsi que l'éclairage public sur la rue d'Audincourt ont été réalisés et il convient de finaliser l'aménagement de la route départementale (RD34) en ce qui concerne la couche de roulement ainsi que les trottoirs, parkings et plantations.

L'opération sera réalisée en deux phases sur 2024 et 2025.

Vu les résultats de consultation, l'opération est estimée à 714 209.85 € H.T. soit 857 051.82 € T.T.C. :

Phase 1 : 346 762.47 € H.T.

Phase 2 : 367 447.38 € H.T.

Des subventions peuvent être sollicitées :

- A l'ETAT dans le cadre d'aménagements de sécurité (amendes de police) ainsi qu'au titre de la Dotation d'Equipeement des Territoires Ruraux (DETR),
- Au DEPARTEMENT DOUBS sur les travaux concernant la couche de roulement au titre de l'O.P.S.A. (Opérations Partenariales de Sécurité en Agglomération) faisant l'objet d'une convention, ainsi qu'au titre du contrat P@C).

L'échéancier de réalisation de ce projet est le suivant :

- Date de lancement de l'appel d'offre : JUILLET 2024
- Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : FIN OCTOBRE 2024 phase 1
MAI 2025 phase 2
- Date prévisionnelle de fin de l'opération : OCTOBRE 2025

Le plan de financement des travaux est le suivant :

Co-financeurs	Programme	Dépenses subventionnables €		Taux	Subventions escomptées €	%	
						Sur total H.T. 714 209,85€	Sur total T.T.C.
DEPARTEMENT DU DOUBS	OPSA T.T.C.	354 365,00	COUCHE DE ROULEMENT	100%	354 365,00	49,62%	41,35%
	CONTRAT P@C - SOUTIEN AUX PROJETS LOCAUX	200 000,00	PLAFONNE A 200 000 €	30,00%	60 000,00	8,40%	7,00%
ETAT	AMENDES DE POLICE	99 175,00	ML DE TROTTOIRS MP DE PAVES	10,16%	10 081,00	1,41%	1,18%
	DETR	418 905,00	TOTALITE DE L'OPERATION SAUF COUCHE DE ROULEMENT	25,00%	104 726,25	14,66%	12,22%
TOTAL SUBVENTIONS E SCOMPTEES					529 172,25	74,09%	61,74%
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT					327 879,57		38,26%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.					857 051,82	100%	

La Commission Voirie, réunie le 23 septembre 2024 a émis un avis favorable.

Une partie des crédits ont été inscrits au BP 2024, les crédits complémentaires seront inscrits au BS 2024 et BP 2025.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la réalisation du projet présenté,
- **APPROUVE** le plan de financement exposé,
- **AUTORISE** la Maire à solliciter une subvention à l'ETAT au titre des aménagements de sécurité (amendes de police),
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention à l'ETAT au titre du D.E.T.R.,
- **AUTORISE** le Maire à signer la Convention OPSA avec le DEPARTEMENT DOUBS,
- **AUTORISE** le Maire à solliciter une subvention au DEPARTEMENT DOUBS au titre du contrat P@C.
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement des organismes cités qui ne répondraient pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans les 2 ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant l'intervention des décisions attributives de subventions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.

14 - AVIS DE LA VILLE DE SELONCOURT SUR LE PROJET DE REVISION DU PLAN DE MOBILITE DE PAYS DE MONTBELIARD AGGLOMERATION - DCM20241015-14
--

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Il expose que le projet de révision du Plan de Mobilité du Pays de Montbéliard Agglomération a été arrêté en séance du Conseil Communautaire le 26 juin 2024.

Conformément aux dispositions de l'article L.1214-15 du Code des Transports, il doit être soumis à l'avis des Personnes Publiques Associées (PPA).

Sont ainsi appelés à délivrer un avis :

- Les 73 conseils municipaux des 73 communes de PMA,
- Le Conseil Départemental du Doubs,
- Le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté,
- Les autorités administratives compétentes de l'Etat,
- Les autorités organisatrices de mobilité limitrophes.

M. Jean-Marc ROBERT précise que le coût de mise en œuvre de ce projet s'élève à 115 000 000 € prévus sur la période 2025 / 2035, sans compter le fonctionnement qui s'élèverait entre 3 et 4 millions d'euros par an.

Il insiste bien sur le fait qu'il s'agit de frais supplémentaires. Le problème est bien là surtout en cette période de récession.

Il ne remet pas en cause le plan de mobilité présenté mais le coût qu'il représente et par qui et comment il va être supporté.

M. Denis TISSERAND trouve que le travail réalisé par PMA est très intéressant. Il pense que la ville devrait s'appuyer sur ce document pour organiser ses projets de travaux de voirie.

M. Nicolas PIERGUIDI n'est pas pour approuver ce projet car il est beaucoup trop complexe et compliqué.

M. Eric LANUSSE CAZALE expose que la partie sur les transports urbains ne lui convient pas car selon lui on ajoute 115 000 000 € dans la balance alors que les bus ont été supprimés à Seloncourt. De nombreux salariés ne peuvent pas se rendre à leur travail en bus car ils ne pourraient pas être à l'heure avec les horaires actuels des transports en commun. Pour lui la stratégie proposée dans ce projet ne sera pas efficace dans le bassin de PMA.

A l'issue de ces débats, Monsieur le Maire invite les élus à se prononcer sur ce projet.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A LA MAJORITÉ** de ses membres présents ou représentés (23 voix Contre et 5 voix Pour : *Mmes et MM. Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sergio BEE, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.*), **N'APPROUVE PAS LE PROJET DE REVISION DU PLAN DE MOBILITÉ DE PAYS DE MONTBÉLIARD AGGLOMÉRATION**

15 - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU SERVICE DE MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES – LANCEMENT DE LA PROCEDURE - DCM20241015-15

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Le service de mise en fourrière concerne les services d'enlèvement, de stockage et de destruction éventuelle des véhicules particuliers, stationnés sur le domaine public de la commune de Seloncourt en infraction au Code de la route.

En effet, la Ville ne dispose pas des moyens matériels (véhicules, terrains) et humains permettant d'assurer les prestations d'enlèvement et de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux.

Cette prestation a été confiée à une société spécialisée et agréée qui assure en toute sécurité et à la demande de la Police Municipale l'enlèvement de ces véhicules, avec ses moyens propres tant pour l'enlèvement que pour la garde des véhicules,

Le recours à une gestion déléguée pour l'enlèvement et la mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux présente de nombreux avantages par rapport à la régie directe et notamment :

- responsabilité de l'exploitant (personne privée), à qui sont transférés les aléas et les risques liés à l'exploitation ;
- expertise d'une société spécialisée et agréée par les services préfectoraux ;
- respect par le prestataire d'obligations précises de service public.

Il convient de renouveler ce service, le contrat en cours arrivant à échéance au 28 février 2025.

La Ville souhaite confier l'exploitation de la mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux dans le cadre d'un contrat de délégation de service public pour une durée de cinq ans.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le principe du recours à une délégation de service public simplifiée pour l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux ;
- approuver le rapport ci-annexé présentant les prestations que devra assurer le prestataire ;
- autoriser le lancement d'une procédure de délégation de service public simplifiée en vue de déléguer l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux, ce pour une durée de 5 ans.

La Commission Voirie, réunie le 23 septembre 2024, a émis un avis favorable.

M. Denis TISSERAND demande si la ville a reçu le rapport annuel de l'entreprise qui gère la fourrière et combien de véhicules sont mis en fourrière par an

M Daniel BUCHWALDER lui répond qu'il y en a en moyenne une trentaine et que le rapport sera présenté aux élus lors du prochain conseil municipal.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le principe du recours à une délégation de service public simplifiée pour l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux ;
- **APPROUVE** le rapport ci-annexé présentant les prestations que devra assurer le prestataire ;
- **AUTORISE** le lancement d'une procédure de délégation de service public simplifiée en vue de déléguer l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules en stationnement abusif, gênant ou dangereux pour une durée de 5 ans

16 - CONSTITUTION D'UNE COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - DCM20241015-16

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Il expose que dans le cadre du lancement de la procédure de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de mise en fourrière des véhicules, autorisée par délibération 20241015-15, il convient selon l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT) de constituer une commission de délégation de service public.

Cette commission est chargée d'analyser les dossiers de candidature et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Elle est composée, outre le maire, autorité habilitée à signer le contrat de Délégation de Service Public (DSP), de 6 membres titulaires et de 6 membres suppléants élus au sein du conseil municipal à la représentation proportionnelle.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de procéder à cette élection par vote à la main levée.

Liste des candidats :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Jean-Marc ROBERT	Monsieur Jean FORESTI
Madame Madeleine MAUFFREY	Madame Catherine JACQUOT
Monsieur Patrick LIEGEART	Monsieur Alain KMOCH
Madame Brigitte ALZINGRE	Madame Lysiane MABIRE
Monsieur Michel BARBÉ	Monsieur Régis ARNOLD
Monsieur Denis TISSERAND	Madame Béatrice ROCH

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE** de procéder à l'élection à la main levée,
- **DÉSIGNE** pour l'y représenter, les 6 membres titulaires et les 6 membres suppléants suivants :

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Jean-Marc ROBERT	Monsieur Jean FORESTI
Madame Madeleine MAUFFREY	Madame Catherine JACQUOT
Monsieur Patrick LIEGEART	Monsieur Alain KMOCH
Madame Brigitte ALZINGRE	Madame Lysiane MABIRE
Monsieur Michel BARBÉ	Monsieur Régis ARNOLD
Monsieur Denis TISSERAND	Madame Béatrice ROCH

17 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SELONCOURT SUR L'ADHESION DE LA COMMUNE DE MONTECHEROUX AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR L'AMELIORATION DES CHEMINS DE LA VALLEE D'HERIMONCOURT - DCM20241015-17

M. Jean-Marc ROBERT présente ce point.

Vu l'arrêté du 28 avril 1923 modifié portant création du Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt (SIACVH),

Vu l'arrêté inter préfectoral n° 25-2021-04-16-00010, portant modification des statuts du Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt,

Vu les articles L5211-1 et suivant, L5211-17, L5211-18 du code général des collectivités territoriales,

Considérant :

- La délibération du 26 avril 2024 du conseil municipal de MONTECHEROUX qui approuve la demande d'adhésion au Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt,
- La notification de la délibération 2024-08 Adhésion de la commune de MONTECHEROUX, du conseil syndical intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt reçue en mairie le 05 août 2024,

Considérant l'avis favorable de la commission Voirie – Circulation réunie le 23 septembre 2024,

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** l'adhésion de la commune de MONTECHEROUX au Syndicat Intercommunal pour l'Amélioration des Chemins de la Vallée d'Hérimoncourt (SIACVH).

18 - AUTORISATION DE VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN A MONSIEUR FREDERIC MAYOT - DCM20241015-18

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Il expose au Conseil Municipal que Monsieur Frédéric MAYOT, domicilié 78 rue du Général Leclerc à SELONCOURT s'est porté acquéreur d'une parcelle de terrain jouxtant sa propriété.

Cette parcelle cadastrée AM 676 d'une surface de 19 m² est proposée au prix de vente de 6 € le m², soit un total de 114 €.

Les frais d'actes notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la vente de la parcelle AM 676 au profit de Monsieur Frédéric MAYOT.

La Commission Urbanisme, réunie le 19 septembre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la vente de la parcelle cadastrée AM 676 d'une surface de 19 m² au prix de 6 € le m², d'un montant total de 114 €, à Monsieur Frédéric MAYOT,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente et tout document à intervenir.

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

La Communauté d'Agglomération gère le réservoir d'eau des Champs Montants situé sur le territoire de la commune d'Audincourt.

Le feeder Est en acier qui part de ce réservoir est actuellement protégé par une anode cathodique (protection du métal contre la corrosion). Il s'agit d'un équipement enterré entre 80 cm et 1 mètre de profondeur, sur une longueur d'environ 50 mètres.

Elle ne suppose donc pas de contrainte particulière sur le terrain pour une exploitation agricole, si ce n'est qu'elle doit être renouvelée périodiquement (tous les 10 à 20 ans).

La nouvelle anode ne pouvant être installée à l'emplacement de celle existante, elle sera implantée sur la parcelle cadastrée AE 2, d'une superficie de 17 680 m², propriété de la commune de Seloncourt.

Cette parcelle est classée en zone A du PLU de la commune. Après études techniques, ce terrain a été jugé viable pour accueillir cet équipement.

Le terrain est en nature de terre et en taillis/forêt pour son pourtour. Il est actuellement exploité par un agriculteur.

L'implantation de la nouvelle anode nécessite la vente d'une partie de la parcelle d'une superficie d'environ 500 m² (à confirmer par arpentage) à distraire de la parcelle AE 2.

Par estimation du 16 septembre 2024, les services de l'EPF Doubs Bourgogne Franche-Comté ont évalué cette emprise à l'euro symbolique moyennant le projet d'intérêt général qu'entend mener la Communauté d'Agglomération en matière de réalisation d'un équipement public destiné à améliorer la distribution de l'eau potable.

La commune de Seloncourt a donné un avis favorable pour cette vente à la Communauté d'Agglomération.

Lorsque cette emprise aura été acquise par PMA, elle ne sera pas clôturée afin que l'agriculteur actuellement en place puisse continuer à exploiter la totalité du terrain. Une convention de mise à disposition ne sera pas signée avec la SAFER puisque la superficie acquise est minime.

L'intégralité des frais de géomètre et de notaire seront pris en charge par la Communauté d'Agglomération.

La commission urbanisme réunie le 19 septembre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés (27 voix Pour, 1 Non-Participation : Mme Brigitte ALZINGRE),

- **APPROUVE** la vente à l'euro symbolique d'un terrain de 500 m² issue de la parcelle n°AE 2,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant et tout document à intervenir.

COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le maire rend compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal par délibération n° DCM20200609-4 du 09 juin 2020 :

Objet		Service instructeur	Numéro de décision	Avenant		Titulaire mandataire	Désignation du lot	Adresse du titulaire ou du mandataire	Date de signature	Montant T.T.C.
Contrat/Marché	Nature			N°	objet					
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHÉ 2023-08	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-05-29-31	1	FINANCIER	EUROSOL	LOT 07 FAIENCE SOL SOUPLE	3 RUE JULES EMILE ZINGG 25400 EXINCOURT	29/05/2024	-3 605,42 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHÉ 2023-13	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-05-29-32	1	FINANCIER	EIMI ELEC	LOT 12B PHOTOVOLTAIQUE	RUE DU BREUIL 25460 ETUPES	29/05/2024	4 680,00 €
RENATURATION DE LA PLACE DU 8 MAI RESILIATION DU MARCHÉ 2024-17	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-06-18-33			SAS CLIMENT TP		9 Route d'Audincourt BP 13119 25403 AUDINCOURT CEDEX	18/06/2024	118 104,43 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°2 AU MARCHÉ 2023-10	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-06-19-34	2	TRANSFERT	SARL ASCAUM	LOT 10 ASCENSEUR	8 Rue du Rimbarch 68190 RAEDERSHEIM	19/06/2024	
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHÉ 2023-05	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-03-35	1	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 04 MENUISERIES INTERIEURES	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	03/07/2024	3 840,00 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHÉ 2023-06	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-03-36	1	FINANCIER	SAS BONGLET	LOT 05 PLATRERIE-ISOLATION & CLOISONS	Z.I. les Rives du Doubs 25700 VALENTIGNEY	03/07/2024	1 683,60 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°3 AU MARCHÉ 2023-12	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-03-37	3	FINANCIER	SARL SEEB	LOT 12A ELECTRICITE	6 Rue des Fleurs 25200 MONTBELIARD	03/07/2024	1 264,69 €
ETANCHEITE DE LA TOITURE DE LA RESTAURATION/PERISCOLAIRE LEVIN MARCHÉ 2024-18	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-08-38			CLAIR ET NET		1405 avenue Henri Hugoniot 25600 BROGNARD	08/07/2024	37 158,11 €
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - AVENANT 1 AU MARCHÉ 2024-15 NOUVEAU CALCUL CEE-TVA NON APPLICABLE	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-09-39	1	FINANCIER	EQUANS AXIMA AXIMA CONCEPT SA	LOT 02 MAIRIE	49 51 RUE LOUIS BLANC 92400 COURBEVOIE	09/07/2024	64 027,65 € NOUVEAU MONTANT DU MARCHÉ
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - AVENANT 1 AU MARCHÉ 2024-16 NOUVEAU CALCUL CEE-TVA NON APPLICABLE	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-07-09-40	1	FINANCIER	EQUANS AXIMA AXIMA CONCEPT SA	LOT 03 COSEC + OPTION "RETOUR HAUTE/BASSE TEMPERATURE"	49 51 RUE LOUIS BLANC 92400 COURBEVOIE	09/07/2024	70 630,54 NOUVEAU MONTANT DU MARCHÉ
ETUDE DE SOL POUR LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT PLURIDISCIPLINAIRE MARCHÉ 2024 19	SERVICES	MARCHES PUBLICS	DEC2024-08-06-41			HYDROGEOTECHNIQUE		ZI CHARMOTTE 90170 ANJOUTEY	06/08/2024	3 480,00 €

REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°4 AU MARCHE 2023-12	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-08-07-42	4	FINANCIER	SARL SEEB	LOT 12A ELECTRICITE	6 Rue des Fleurs 25200 MONTBELIARD	07/08/2024	1 201,79 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°4 AU MARCHE 2023-11	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-08-07-43	4	FINANCIER	SARL RIBOULET	LOT 11 CHAUFFAGE- VENTILATION-PLOMBERIE- SANITAIRE	22 Rue de la Jalésie 25400 AUDINCOURT	07/08/2024	1 666,89 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°2 AU MARCHE 2023-05	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-08-09-44	2	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 04 MENUISERIES INTERIEURES	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	09/08/2024	475,08 €
RENOVATION DE TROIS CHAUFFERIES - AVENANT 2 AU MARCHE 2024-16 PROLONGATION DE DELAI	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-12-46	2	MODIFICATION DE DELAI D'EXECUTION	EQUANS AXIMA AXIMA CONCEPT SA	LOT 03 COSEC + OPTION "RETOUR HAUTE/BASSE TEMPERATURE"	49 51 RUE LOUIS BLANC 92400 COURBEVOIE	12/09/2024	
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHE 2023-07	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-13-47	1	FINANCIER	SAS BONGLET	LOT 06 PEINTURE	Z.I. les Rives du Doubs 25700 VALENTIGNEY	13/09/2024	708,00 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°4 AU MARCHE 2023-12	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-13-48	4	FINANCIER	SARL SEEB	LOT 12A ELECTRICITE	6 Rue des Fleurs 25200 MONTBELIARD	13/09/2024	260,57 €
RENATURATION DE LA RUE D'AUDINCOURT MARCHE 2024-20	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-16-49			SAS CLIMENT TP		9 Route d'Audincourt BP 13119 25403 AUDINCOURT CEDEX	16/09/2024	832 607,82 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°3 AU MARCHE 2023-05	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-17-50	3	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 04 MENUISERIES INTERIEURES	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	17/09/2024	4 200,00 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°4 AU MARCHE 2023-05	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-09-18-51	4	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 04 MENUISERIES INTERIEURES	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	18/09/2024	-4 557,29 €
Titre		Service instructeur	Numéro décision	Objet						Date
REGIE		ADMINISTRATION GENERALE	DEC2024-09-11-45	CREATION D'UNE REGIE DE RECETTE POUR LE SERVICE CULTUREL ET ANIMATION						11/09/2024

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

COMPTE-RENDU DES ARRÊTÉS

N° ARRÊTÉ	DATE	SERVICE	OBJET
ARR2024-05-27-68	27/05/24	AG	Arrêté de délégation de signature BARRET Pascal
ARR2024-05-30-69	30/05/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux Réalisation de tranchées et fonçage - rue de la Mélenne - VEF-62K- 25 - VOUEAUCOURT
ARR2024-05-31-70	31/05/24	AG	Arrêté de désignation sous-régisseurs régie de recettes service culturel
ARR2024-05-31-71	01/06/24	AG	Arrêté de désignation régisseur titulaire régie de recettes service éducation
ARR2024-05-31-72	31/05/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - fête de la musique - 21/06/2024 comité des fêtes Seloncourt
ARR2024-06-03-73	03/06/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - concours mensuel - tarot club Seloncourt - 17 juin 2024
ARR2024-06-04-74	04/06/24	PM	Arrêté stationnement et circulation interdite 34 rue viette livraison garages préfabriqués Habitat 25
ARR2024-06-04-75	04/06/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire ville fleurie Seloncourt
ARR2024-06-04-76	04/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Création d'un branchement AEP rue de la Lanne - TTP COURTOT - A partir du 10 juin 2024
ARR2024-06-06-77	06/06/24	PM	Arrêté de travaux ERT Technologies rue Général Leclerc raccordement SFR
ARR2024-06-07-78	07/06/24	PM	Arrêté de travaux peinture routière et signalétique SIGNAUX GIROD 2 semaines
ARR2024-07-06-79	07/06/24	AG	Arrêté portant délégation de signature directeur du service Education-Jeunesse
ARR2024-06-10-80	10/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue des Acacias - Ets ELEMENTAIRE - 13 juin 2024
ARR2024-06-10-81	10/06/24	PM	Arrêté de travaux de terrassement pour extension réseau électrique
ARR2024-06-11-82	11/06/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boissons - Pétanque Seloncourtoise - Championnat régional - boulo-drome - 26/06/2024
ARR2024-06-14-83	14/06/24	PM	Arrêté interdiction de stationner place Croizat du 21/06 à 06 heures au 22/06 à 06 heures pour la fête de la musique
ARR2024-06-14-84	14/06/24	PM	Arrêté interdiction stationnement et circulation place Croizat et rue derrière le château le 13/07 de 07h à minuit
ARR2024-06-14-85	14/06/24	PM	Arrêté d'autorisation de buvette maison pour tous feu de la saint Jean
ARR2024-06-14-86	14/06/24	PM	Arrêté interdiction de stationner place Croizat pour les 3 temps du swing 4/5/6 juillet 2024
ARR2024-06-17-87	14/06/24	PM	Arrêté autorisation de débit de boissons pour la kermesse de l'école Marcel Levin le 29 juin 2024 par l'APES
ARR2024-06-17-88	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue de la Fonderie - ETS STPI route - entre 24/06/2024 et 19/07/24 durée 4 à 5 jours

ARR2024-06-17-89	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue des vergers - ETS STPI route - entre 24/06/2024 et 19/07/24 durée 1 à 2 jours
ARR2024-06-17-90	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue Frédéric Chopin - ETS STPI route - entre 24/06/2024 et 19/07/24 durée 2 à 3 jours
ARR2024-06-17-91	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue Paupin - ETS STPI route - entre 24/06/2024 et 19/07/24 durée 4 à 5 jours
ARR2024-06-17-92	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue des Vignottes - ETS STPI route - entre 24/06/2024 et 19/07/24 durée 1 à 2 jours
ARR2024-06-17-93	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue du général Leclerc - crédit mutuel - ETS STPI route - entre 24,06,2024 et 19,07,24 durée 2 à 3 jours
ARR2024-06-17-94	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue du général Leclerc - Caisse d'épargne - ETS STPI route - entre 24,06,2024 et 19,07,24 durée 2 à 3 jours
ARR2024-06-17-95	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue Viette - ETS STPI route - entre 24,06,2024 et 19,07,24 durée 2 à 3 jours
ARR2024-06-17-96	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue des vignottes - ETS STPI route - entre 24,06,2024 et 02,08,24 durée 4 à 5 jours
ARR2024-06-17-97	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue des Prés - ETS STPI route - entre 24,06,2024 et 02,08,2024 durée 4 à 5 jours
ARR2024-06-17-98	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue de la Melenne - ETS STPI route - entre 01,07,2024 et 02,08,2024 durée 2 à 3 jours
ARR2024-06-17-99	17/06/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Rue de l'espérance - ETS STPI route - entre 01,07,2024 et 02,08,2024 durée 1 à 2 jours
ARR2024-06-17-100	17/06/24	PM	Arrêté e débit de boissons pour l'association Lords Of Paintball de Morvillars pour un loto les 22 et 23 juin à la salle des Cossies
ARR2024-06-26-101	26/06/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Exposition champignons et Fête de la nature - 28,29 et 30 septembre 2024 - SHNPM
ARR2024-07-01-102	01/07/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Renouvellement d'un branchement eau pluviale - 47 rue de Dasle - TTP COURTOT - 08/07/2024
ARR2024-07-01-103	01/07/24	PM	Arrêté d'autorisation de buvette COSSIE BILLARD CLUB 3 TEMPS DU SWING
ARR2024-07-08-104	08/07/24	PM	Arrêté débit de boissons concours mensuel de tarot le lundi 15 juillet 2024 en salle des Cossies de 14 à 19 heures
ARR2024-07-08-105	08/07/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationner place Croizat du 27 juillet 08 heures au 28 juillet à 06 heures pour le Marché du soir
ARR2024-07-09-106	09/07/24	PM	Arrêté Permanent instauration zone bleue au 24 rue Viette devant chez le magasin Glamour.
ARR2024-07-10-107	10/07/24	PM	Arrêté d'urgence Véolia rue de la cote CD 35 fuite d'eau sur FEEDER
ARR2024-07-16-108	16/07/24	PM	Arrêté autorisation de débit de boissons temporaire comité des fêtes Seloncourt marché d'été
ARR2024-07-18-109	18/07/24	PM	Arrêté d'autorisation de travaux SARL PAROTY rue des Longeraies branchement électrique neuf
ARR2024-07-22-110	22/07/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - renouvellement branchement AEP 35 rue de Berne -TP COURTOT entre 29/07 et 30/08
ARR2024-07-29-111	29/07/24	PM	Arrêté permanent entretien des trottoirs et élagage des plantations le long des voies publiques

ARR2024-07-31-112	31/07/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Ouverture de fouille pour travaux électriques - rue du Général Leclerc - EIMI-ELEC - 09/09/2024
ARR2024-08-01-113	01/08/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Renouvellement d'un branchement AEP - Rue de la Mélenne - TP Courtot
ARR2024-08-08-114	08/08/24	PM	Arrêté permanent d'interdiction de stationnement
ARR2024-08-09-115	09/08/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boisson - Bruit du renard - Comité des fêtes - 30 et 31 août 2024
ARR2024-08-12-116	12/08/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Journée des sociétés - Club de pétanque Seloncourt - 1er septembre
ARR2024-08-12-117	12/08/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Rencontre régionale - Club de pétanque Seloncourt - 29 août 2024
ARR2024-08-21-118	21/08/24	PM	Arrêté d'interdiction stationnement place Croizat forum des associations - 07 septembre 2024
ARR2024-09-02-119	02/09/24	PM	Arrêté Permanent instauration zone bleue au 24 rue Viette devant chez le magasin Glamour. Annule et remplace ARR2024-07-09-106
ARR2024-09-02-120	02/09/24	PM	Arrêté de travaux branchement gaz - rue Neuve - société HEINRICH NOUVELLE PARRET
ARR2024-09-03-121	03/09/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux électriques - rue Derrière le Château - EIMI
ARR2024-09-04-122	04/09/24	PM	Arrêté de travaux CLIMENT TP - rue Fonderie et Place du 8 Mai
ARR2024-09-04-123	04/09/24	PM	Arrêté de circulation pour travaux - Création branchement AEP - rue des minimes - TTP COURTOT
ARR2024-09-04-124	04/09/24	PM	Arrêté de travaux SARL PAROTY - rue des Minimes
ARR2024-09-10-125	10/09/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - Concours mensuel Tarot Club Seloncourt - mercredi 18 septembre 2024 - Salle des Cossies
ARR2024-09-11-126	11/09/24	AG	Arrêté de désignation régisseur titulaire et mandataires-régie de recettes service culturel et animation
ARR2024-09-13-127	13/09/24	PM	Arrêté de prolongation par la société Nouvelle PARRET pour travaux de terrassement pour branchement gaz neuf au 24 rue Neuve
ARR2024-09-13-128	13/09/24	PM	Arrêté Permanent - rue de Dasle - Ecluse -
ARR2024-09-17-129	17/09/24	PM	Arrêté d'autorisation d'ouverture d'un débit temporaire de boissons - La Jeanne d'Arc - Tir à l'arc La flèche Rose le 06 octobre à la Panse et petit salon
ARR2024-09-19-130	19/09/24	PM	Arrêté de circulation 34 rue Viette par TP3E pour alimentation en gaz du bâtiment neuf du 26 septembre durant 2 jours
ARR2024-09-19-131	19/09/24	PM	Arrêté de circulation par SBTP pour modification branchement gaz place Ambroise Croizat du 26 septembre durant 1 mois
ARR2024-09-19-132	19/09/24	PM	Arrêté de circulation par SBTP pour modification branchement gaz D34- rue du Général Leclerc du 1er octobre durant 15 jours
ARR2024-09-19-133	19/09/24	PM	Arrêté de circulation par EQUANS INEO Infracom pour branchement fibre rue du Général Leclerc et rue de Berne du 24 septembre durant 1 mois
ARR2024-09-20-134	20/09/24	PM	Arrêté de circulation par Fibre réseaux Nord pour implantation de poteau impasse canal fourchey du 23 septembre durant 1 mois

ARR2024-09-20-135	20/09/24	PM	Arrêté de circulation par Fibre réseaux Nord pour implantation de poteau 33 rue du Général Leclerc du 23 septembre durant 1 mois
ARR2024-09-20-136	20/09/24	PM	Arrêté de circulation par Fibre réseaux Nord pour implantation de poteau 65 et 71 rue d'Audincourt du 23 septembre durant 1 mois
ARR2024-09-23-137	23/09/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire par la paroisse catholique pour un congrès mission le 28 septembre 2024 à la cure
ARR2024-09-24-138	24/09/24	PM	Arrêté de désinstallation modulaire BPBFC agence bancaire rue Fonderie le mardi 08 octobre 2024
ARR2024-09-26-139	26/09/24	PM	Arrêté de circulation par Circet à partir du 26 septembre pour une durée de 15 jours au 2 rue Georges Bizet
ARR2024-09-27-140	27/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boissons - tarot club - Grand concours annuel salle des Cossies- le 12 octobre 2024 - 9ème arrêté
ARR2024-09-30-141	30/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boisson par le comité des Fêtes de Seloncourt à la salle polyvalente les 18 et 19 octobre 2024 pour le salon Vins et Gourmandises
ARR2024-09-30-142	30/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boisson par le comité des Fêtes de Seloncourt à la salle polyvalente les 19 et 20 octobre 2024 pour le salon Vins et Gourmandises
ARR2024-09-30-143	30/09/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationnement et de circulation du 18 octobre à 13 heures au 20 octobre à 18 heures rue Motteler pour Vins et gourmandises à la salle polyvalente par le comité des Fêtes de Seloncourt
ARR2024-09-23-137	23/09/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire par la paroisse catholique pour un congrès mission le 28 septembre 2024 à la cure
ARR2024-09-24-138	24/09/24	PM	Arrêté de désinstallation modulaire BPBFC agence bancaire rue Fonderie le mardi 08 octobre 2024
ARR2024-09-26-139	26/09/24	PM	Arrêté de circulation par Circet à partir du 26 septembre pour une durée de 15 jours au 2 rue Georges Bizet
ARR2024-09-27-140	27/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boissons - tarot club - Grand concours annuel salle des Cossies- le 12 octobre 2024 - 9ème arrêté
ARR2024-09-30-141	30/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boisson par le comité des Fêtes de Seloncourt à la salle polyvalente les 18 et 19 octobre 2024 pour le salon Vins et Gourmandises
ARR2024-09-30-142	30/09/24	PM	Arrêté d'autorisation temporaire d'ouverture d'un débit de boisson par le comité des Fêtes de Seloncourt à la salle polyvalente les 19 et 20 octobre 2024 pour le salon Vins et Gourmandises
ARR2024-09-30-143	30/09/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationnement et de circulation du 18 octobre à 13 heures au 20 octobre à 18 heures rue Motteler pour Vins et gourmandises à la salle polyvalente par le comité des Fêtes de Seloncourt

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

QUESTIONS ORALES

M. Christian TOITOT pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ **Quel avenir pour la Poste à Seloncourt ?**

« La Maison de la presse est équipée pour assurer les principaux services habituellement fournis au bureau de poste. Quelles informations avez-vous concernant la pérennité du bureau de poste de Seloncourt ? ».

M. Daniel BUCHWALDER lui répond que lors de sa dernière rencontre avec le receveur de la Poste l'année dernière, ce dernier a certifié qu'il n'était pas envisagé de fermer l'agence de Seloncourt.

Toutefois, Monsieur le Maire partage la même inquiétude que Monsieur TOITOT quant à une prochaine fermeture. Ce dossier fera l'objet d'une grande attention.

M. Denis TISSERAND pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ **Quel retour d'expérience tirez-vous du dernier Bruit du Renard ?**

« On ne peut pas dire que le dernier Bruit du Renard fut un succès. Pourtant la programmation n'était pas de mauvaise qualité. Comme l'a fait remarquer un artiste, peut-être que la promotion de l'événement n'était pas à la hauteur. Je n'ai vu aucun flyer, guère de sollicitation web, pas de lien de présentation des groupes invités, c'est bien dommage. ».

M. Daniel BUCHWALDER répond qu'il ne lui semble pas qu'il ait eu moins de communication que les années précédentes, mais on peut se demander comment il se fait que la Capitale française de la culture n'ait pas mieux promu un événement qu'elle soutenait.

M. Jean FORESTI précise que des flyers étaient à disposition du public dans différents sites de la ville (mairie, centre culturel, salle polyvalente...).

M. Daniel BUCHWALDER : la commission Culture va engager une réflexion sur la communication (réseaux sociaux...) et sur la date de l'événement (trop tard cette année dans la saison).

Il est également envisagé de revenir à la formule initiale, à savoir, donner une chance à des groupes locaux qui débutent et veulent se faire connaître

⇒ **Demande d'informations sur l'application Panneau Pocket**

« Comme beaucoup de Seloncourtois j'ai téléchargé l'application Panneau Pocket.

Mais finalement, je n'y vois pas trop d'intérêts. N'y sont diffusées que des alertes, il n'y a pas beaucoup d'historique des messages et la fonction « agenda » n'est pas du tout utilisée.

Il serait intéressant de mieux faire vivre cette application en y étendant son utilisation à davantage de structures. D'autres communes de l'agglomération utilisent une autre application « intramuros ». Ne serait-il pas intéressant d'harmoniser ce moyen d'information avec nos voisins ? ».

M. Daniel BUCHWALDER note la demande qui sera étudiée.

Mme Sylvie WERNY pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire :

⇒ **Quels sont les moyens d'informations à la population en cas de catastrophe ?**

Suite à l'incendie de l'entreprise GALVANOPLAS, Madame WERNY demande comment la population de Seloncourt serait informée en cas de catastrophe naturelle ou autre.

M. Daniel BUCHWALDER lui précise qu'il existe un plan communal de sauvegarde. Il laisse la parole à Samuel BUHLER, Directeur Général des Services, pour expliciter le fonctionnement de ce dispositif. Ce dernier énumère également les différents moyens de communication et d'information dont dispose la commune pour informer les habitants en fonction des différents scénarios d'alerte.

INFORMATION

Monsieur le Maire rappelle que le prochain Conseil Municipal se réunira le mardi 10 décembre 2024 à 18h30.

La séance est levée à 20h09.

Le Secrétaire de Séance
Mme Françoise PAICHEUR

Le Maire
Daniel BUCHWALDER

